



« SUITE À UNE CATASTROPHE »

Quels enseignements sur la conservation et la gestion des risques les bibliothèques croates ont-elles tirés de l'expérience de la guerre ?

Damir Hasenay

Ph.D., Associate Professor

E-mail: dhasenay@ffos.hr

Maja Krtalic

M.Sc., Research and Teaching Assistant

E-mail: mkrtalic@ffos.hr

Department of Information Sciences, Faculty of Philosophy,
University of Osijek,
Osijek, Croatia

Traduction : Frédéric Blin

Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

Meeting:

**88. Preservation and Conservation, Preservation and Conservation
Core Activity**

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 76TH IFLA GENERAL CONFERENCE AND ASSEMBLY

10-15 August 2010, Gothenburg, Sweden

<http://www.ifla.org/en/ifla76>

Résumé :

De nombreux dangers menacent aujourd'hui les collections de bibliothèques. Certains agissent lentement mais sûrement, d'autres surviennent brusquement et de manière inattendue. Quel que soit la nature de ces risques ou leur influence, les bibliothèques devraient toujours être en mesure de sauvegarder et préserver leurs collections. Quelles que soient les mesures prises en ce sens, une bonne organisation est bien la condition nécessaire à leur efficacité. Le point clé est ici la gestion de la préservation, c'est-à-dire des politiques permettant une planification à long terme et des prises de décisions argumentées. L'un des aspects de l'organisation de la préservation est la gestion des accidents (« disaster management »). La gestion des accidents recouvre l'ensemble des aspects managériaux nécessaires pour faire face aux événements menaçant les bâtiments, collections, services et employés des bibliothèques. Parmi ces événements figurent les catastrophes naturelles,

inondations, incendies, tremblements de terre, ouragans, mais aussi celles causées par l'homme comme la guerre, les conflits armés, le terrorisme. En ces temps de dépendance technologique, de nouveaux risques apparaissent. Les changements de systèmes énergétiques et les coupures électriques menacent les documents traditionnels des bibliothèques, mais plus encore les documents numériques devenant inutilisables sans alimentation énergétique. Il est évident que le futur apportera encore de nombreux changements et que les ressources (essentiellement financières) nécessaires à la préservation des collections patrimoniales se réduiront, c'est pourquoi le pré requis essentiel à la préservation du patrimoine culturel est une bonne organisation des ressources disponibles. La question qui a motivé cette étude est celle de savoir comment les bibliothèques qui ont déjà connu les conséquences de désastres, ont adapté leurs pratiques de préservation des collections. La guerre en Croatie entre 1991 et 1995 a détruit de nombreuses bibliothèques ainsi que leurs collections. Les conclusions publiées dans la littérature professionnelle croate des années 1990 ont montré une absence de préparation et de gestion des risques. Les bibliothèques croates sont-elles aujourd'hui, 20 ans après, mieux préparées? L'objectif de cette étude est d'analyser l'état des politiques et pratiques de gestion de la conservation et des risques dans les bibliothèques croates.

Mots clés : Préservation, gestion de la conservation, gestion des risques, bibliothèques, Croatie

1. INTRODUCTION

La conservation des collections est par essence une question de gestion. Le principe du management de la conservation, comme tout autre management, est l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles pour atteindre des objectifs fixés et améliorer l'excellence. Le management de la conservation peut être défini comme l'organisation systématique et planifiée des ressources humaines et financières, de même que les activités nécessaires pour assurer une préservation et une disponibilité des documents sur le long terme, en regard des missions d'une institution donnée. La compréhension de la mission de l'institution, des besoins de ses utilisateurs et des spécificités de ses collections, seront les fondements des prises de décision dans ce domaine. Une préservation efficace est fondée sur le principe que la préservation est partie intégrante de la gestion d'une bibliothèque en général, et doit être incluse en tant que telle dans toutes les activités des bibliothèques et être une préoccupation de chaque membre du personnel. Toutefois, ce n'est pas toujours le cas. Le management de la conservation recouvre différentes dimensions : planification stratégique, financière, aspects légaux, éducation et sensibilisation, transmission et application du savoir théorique, aspects concrets de la manipulation quotidienne de livres, aspects techniques et matériels, et surtout, dimensions culturelles et sociales de la préservation, des institutions patrimoniales et culturelles. Toutes ces dimensions doivent être prises en considération lorsque l'on travaille sur des questions de conservation.

L'un des aspects du management de la conservation est la gestion des désastres et accidents. Parmi ces événements figurent les catastrophes naturelles, inondations, incendies, tremblements de terre, ouragans, mais aussi celles causées par l'homme comme la guerre, les conflits armés, le terrorisme. Bien que les désastres se manifestent sous de multiples formes, ils détruisent généralement par le feu et l'eau, et leurs conséquences sont de ce fait particulièrement sévères. Les désastres sont généralement inattendus, mais cela ne signifie pas que les bibliothèques ne doivent pas être préparées à réagir et affronter leurs effets. Le management a un rôle particulièrement important lorsqu'il s'agit de gérer des catastrophes. La

gestion des risques inclut toutes les questions liées à la protection des bâtiments, collections, services et employés des bibliothèques (Matthews, Éden 1996; Matthews, Feather 2003). Ces questions peuvent être regroupées autour de quelques éléments de base du management des accidents, tels que l'évaluation des risques, la prévention, la préparation, la réponse et le recouvrement (Principes de l'IFLA). L'approche planifiée de la gestion des catastrophes de toutes sortes revêt une grande importance, tant au plan national qu'international. Bien que les enjeux soient bien compris et reconnus comme importants (malheureusement, souvent à la suite de dégâts qui se sont déjà produits), ses principes sont aujourd'hui encore rarement appliqués systématiquement. Trois mots clés caractérisent les questions liées à la préservation : systématique, exhaustif, soutenable.

2. LA GESTION DE LA PRÉSERVATION ET DES ACCIDENTS EN CROATIE

On considère que la préservation des collections des bibliothèques est devenue un sujet d'intérêt professionnel dans la pratique et dans la littérature en Croatie à partir des années 1950, lorsque fut fondé au sein des archives nationales croates un Laboratoire central pour la restauration et la conservation. À cette époque, la préservation en Croatie suit les bonnes pratiques et coutumes en vigueur. Le sujet de la préservation pénètre la littérature professionnelle et est essentiellement consacrée aux aspects techniques de la préservation. À partir des années 1980, on ne constate plus d'évolution majeure jusqu'à ce que les questions de conservation numérique surgissent. Cette interruption eut comme conséquence l'absence d'expertise professionnelle et de bonnes pratiques dans le domaine de la gestion de la préservation, de la conservation préventive, de la planification, et d'études des conditions de conservation des collections. La littérature des années 1990 sur la préservation remet partiellement la question au centre des préoccupations, en se concentrant sur les catastrophes de guerre, les bibliothèques incendiées, et la manière dont les bibliothèques ont pu gérer cette question. Aujourd'hui, la préservation des collections de bibliothèques en Croatie est relativement sous-développée, et traduit de nombreux problèmes aux niveaux national et institutionnel. Les principales questions concernent l'absence de stratégie nationale de conservation, la non-définition des responsabilités dans le domaine au niveau national, l'inexistence d'un modèle économique, le manque de littérature professionnelle sur le sujet en langue croate, le faible nombre de laboratoires de restauration. La bibliothèque nationale ne parvient pas à jouer son rôle de centre du système des bibliothèques croates dans le domaine de la conservation. Sur le plan institutionnel, le principal problème est que la préservation est insuffisamment comprise comme une question technique et une tâche pour des conservateurs et restaurateurs formés spécifiquement pour cela, et non pour des bibliothécaires. La préservation n'est pas vue comme faisant partie de la gestion générale d'une bibliothèque, et est considérée comme une tâche coûteuse en temps et en argent, qui devrait être menée uniquement dans les bibliothèques ayant des collections rares et anciennes. Dans ces circonstances, on peut poser l'hypothèse que lorsque le management de la conservation est insuffisant en général, les politiques et pratiques de management des désastres est également insuffisant. Toutefois, comme les bibliothèques croates ont traversé une guerre, on peut supposer que leurs pratiques en ont été affectées et qu'elles font preuve aujourd'hui d'une plus grande conscience des questions liées au management des catastrophes.

La guerre en Croatie eut lieu entre 1991 et 1995 entre deux républiques de l'ex-Yougoslavie, la Serbie qui souhaitait étendre son territoire, et la Croatie qui désirait l'indépendance et défendait ses frontières et son intégrité territoriale contre l'attaque. Cette agression contre la Croatie eut de sévères conséquences. Durant cette période, de nombreuses bibliothèques et archives souffrirent de dommages directs et indirects. Le patrimoine historique étant très

étroitement lié à l'histoire, à la mémoire et à l'identité des nations, il est souvent pris pour cible pendant les guerres et conflits (Sturges, Rosenberg 1999, Riedlmayer, 2007). Les dommages directs furent causés par les bombardements et les émeutes qu'accompagnent incendies et inondations. De vastes collections furent touchées indirectement, à cause de déménagements et de stockages inappropriés (caves humides, tombes, et même des fosses sceptiques). La littérature professionnelle de la seconde moitié des années 1990 traite abondamment de ces questions (VBH 1992, Aparac-Gazivoda, Katalenac 1993, Musnjak 1994, Musnjak 1999). Il est nécessaire de mentionner que l'ensemble du réseau croate des bibliothèques fut touché par les conséquences de la guerre : acquisitions interrompues, et tout particulièrement les abonnements aux périodiques étrangers, budgets insuffisants, personnel réduit, connaissances et équipements informatiques très insuffisants, services interrompus, mauvaise communication et coordination entre les bibliothèques, mauvaises conditions de travail, diminution des usagers dans les zones touchées par le conflit mais augmentation dans les zone épargnées en raison de l'arrivée de réfugiés, perte de livres empruntés et jamais rendus, etc. Dans ces circonstances, la préservation était un des aspects du management des bibliothèques auquel il fallait porter attention. Mais comme elle n'était pas considérée comme un réel enjeu, les bibliothèques n'étaient pas suffisamment préparées pour prévenir et réagir aux désastres, et notamment avec le peu de personnel restant pour assurer l'ensemble des missions. Certaines bibliothèques ont été efficaces, d'autres non. Cela nous conduit à penser que l'efficacité était davantage une question de chance ou de coïncidences, ou encore de la capacité du personnel à réagir dans ces situations, que le résultat d'une organisation et préparation préalable. Au niveau national, l'Institut pour la préservation des monuments historiques lança un plan pour la préservation et l'évacuation, mais seules les bibliothèques patrimoniales étaient concernées, pas les bibliothèques publiques. « Au début de la guerre, il n'y avait pas de consignes claires sur ce qu'il convenait de faire et quand. L'évacuation de la bibliothèque semblait la meilleure solution, mais cela représentait plusieurs problèmes [...], sans compter que cela pouvait être interprété comme un manque de patriotisme. Pour cette raison, les bibliothécaires furent laissés à leur seul jugement » (Petr, 2003: 179).

Plusieurs aspects de la sauvegarde des collections de bibliothèques durant la guerre en Croatie ne furent identifiés et exposés dans la littérature professionnelle qu'après le conflit :

- la non priorité des bibliothèques et de leurs collections en temps de guerre ;
- l'absence de préparation et la croyance que la guerre ne surviendrait pas ;
- la prise de décision et les critères de choix : évacuer ou non, quand, où, comment, et quoi ?
- l'absence de lieux de stockage de secours approprié pour les collections des bibliothèques ;
- la diminution du nombre d'employés ;
- l'insuffisante connaissance ou prise de conscience des conditions dans lesquelles les collections de bibliothèques furent évacuées ;
- le manque de planification préventive et de management des catastrophes en temps de paix dans la plupart des bibliothèques ;
- l'existence dans quelques bibliothèques de plans contre les catastrophes, cependant non applicables concrètement en raison du manque de personnel, ou de mauvais choix de lieu de secours pour l'évacuation ;
- une reprise très lente après la guerre pour préserver et restaurer les collections ayant survécu.

Le début des années 1990 fut une période difficile pour les bibliothèques croates, en raison des lourdes destructions survenues après des années de transition économique et politique, et de nombreux défis apparurent alors. Dans la période ayant suivi le conflit, de nombreuses bibliothèques détruites reçurent de l'aide d'autres bibliothèques du pays de même que de particuliers ou d'institutions internationales, et purent reprendre progressivement leur activité. La question principale est de savoir si leur expérience a transformé leurs pratiques de management, notamment dans le domaine de la conservation et de la gestion des risques.

2.1. Objectif de l'étude

L'objectif de l'étude était de déterminer si les bibliothèques croates appliquent la gestion des catastrophes en prenant en compte la supposition énoncée précédemment concernant la gestion des risques et de la conservation. Parce que les bibliothèques croates ont expérimenté, directement ou indirectement, les conséquences des destructions de la guerre dans les années 1990, une première hypothèse fut que cette expérience modifia leur approche de la conservation et de lutte contre les catastrophes, et qu'elles ont en conséquence modifié leurs pratiques depuis lors. L'objectif de l'étude était de découvrir si le fait d'avoir vécu une situation difficile affectait la capacité des bibliothèques à affronter les désastres potentiels et assurer la bonne préservation de ses collections et services.

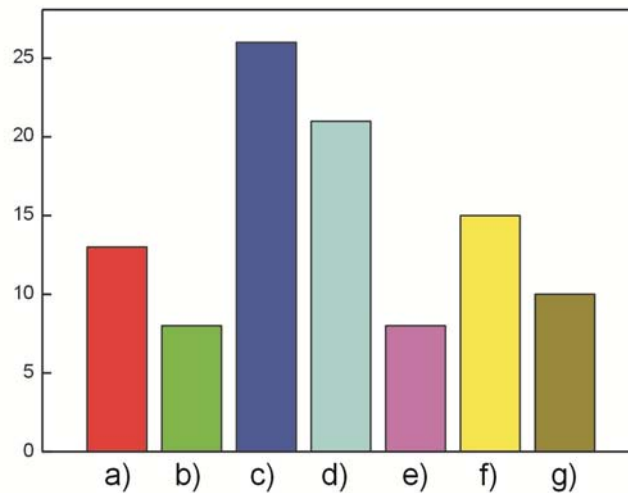
2.2. Méthodologie

Les données furent collectées à partir d'un questionnaire. Un échantillon de 54 bibliothèques, parmi lesquelles 39 ont répondu (72%) fut constitué. L'échantillon était constitué de 21 bibliothèques publiques centrales de comtés, dont 15 (71%) ont répondu, 7 bibliothèques de recherche dont 6 ont répondu (86%), 6 bibliothèques universitaires (2 réponses, 33%), 12 bibliothèques d'enseignement supérieur (10 réponses, 83%) et 10 bibliothèques scolaires (6 réponses, 60%). Les 15 autres bibliothèques, dont la bibliothèque nationale, n'ont pas répondu à ce questionnaire, ce qui peut être compris comme un manque de compréhension de l'importance de cette question. L'enquête fut menée en avril 2010. Les huit questions posées étaient rédigées de manière à obtenir des données permettant d'atteindre l'objectif fixé au préalable.

2.3. Résultats et discussion

Le taux de réponse étant satisfaisant, nous avons obtenu des données pertinentes pour une analyse dans le contexte croate. Nous trouvons particulièrement significatif et préoccupant que la bibliothèque nationale et un nombre important de bibliothèques universitaires n'aient pas répondu à l'enquête, même après plusieurs relances.

La première question visait à déterminer si la bibliothèque dispose d'un plan d'urgence et sous quelle forme. Les résultats montrent que 10 bibliothèques (26%) n'en disposent pas, et que 3 d'entre elles (8%) ne savent pas si un tel plan existe dans leur institution (Fig. 1). Au total, elles représentent un tiers des bibliothèques.



Graphique 1

a) la bibliothèque dispose d'un plan officiel écrit ; b) la bibliothèque a un plan interne ; c) un plan existe pour l'institution à laquelle appartient la bibliothèque ; d) la bibliothèque dispose d'un plan non officiel et non écrit ; e) la bibliothèque ne sait pas ; f) la bibliothèque n'a pas de plan ; g) autre

Fig. 1 – Planification de gestion des risque

Seules 5 bibliothèques (13%) disposent d'un document officiel écrit représentant leur plan d'urgence, et 3 bibliothèques (8%) ont un tel plan sous une forme non validée. Un nombre relativement plus élevé de bibliothèques appartenant à une institution, comme les bibliothèques scolaires ou de faculté, dispose d'un plan officiel au niveau institutionnel. Dans ce cas, il n'est pas certain que le personnel de la bibliothèque soit familiarisé avec ces plans. Un nombre assez important de bibliothèques a répondu qu'elles disposent d'un plan d'urgence non écrit et non officiel, ce qui signifie que le plan existe mais que seules les personnes qui y ont travaillé sont au courant de son existence. Ces données ne sont pas satisfaisantes, étant donné que les documents officiels croates prescrivent l'établissement de tels plans d'urgence dans chaque bibliothèque. Il est intéressant de noter que quelques bibliothèques ont indiqué que notre enquête les a amenés à réfléchir davantage à l'importance de la gestion des risques, leur obligation légale, et qu'elles ont exprimé leur souhait d'être aidées dans la rédaction d'un tel document.

La seconde question était rédigée sous forme d'affirmations sur lesquelles les répondants devaient exprimer leur accord ou leur désaccord. Un nombre très important de bibliothèques (25, soit 64%) ont associé leur perception de la planification d'urgence à des questions financières. Elles étaient d'accord sur le fait de devoir attribuer une part substantielle de leurs ressources financières à la protection contre les catastrophes. Il est intéressant de remarquer que la majorité des bibliothèques investiraient de l'argent, mais que 5 bibliothèques ont indiqué avoir leur plan d'urgence et savoir où attribuer leurs budgets. Il est également intéressant de noter que ces bibliothèques dotées d'un plan d'urgence n'ont pas besoin de ressources financières supplémentaires. Il est clair qu'une solution réside dans l'encouragement fait aux bibliothèques de rédiger un plan d'urgence et d'y exprimer

clairement leurs besoins. Un plan rédigé est un pré requis pour un investissement financier raisonnable. D'autre part, il est réconfortant de constater que 23 bibliothèques (59%) ont reconnu leur besoin de formation et d'aide. Il est à noter qu'un nombre significatif de bibliothèques (18, 46%) ont indiqué que leur personnel est familiarisé avec les procédures en cas de catastrophe. Cela confirme la conscience et la volonté des personnels de bibliothèques d'être bien préparé.

La troisième question visait à obtenir des données concernant les accidents survenus dans les bibliothèques dans le passé. 14 bibliothèques (36%) ont connu des accidents qui étaient des conséquences de la guerre. D'après les commentaires additionnels à cette question, il est évident que pour quelques bibliothèques la guerre a laissé un sentiment d'impuissance tel, qu'elles ne ressentent plus le besoin d'avoir un plan d'urgence et de gérer la préservation des collections. Il est également intéressant de noter que 14 bibliothèques (36%) ont connu du vandalisme et des pillages. Cela montre que le facteur humain est présent dans ces deux cas, et qu'il était la cause principale dans des incidents précédemment. On peut également relier cette observation avec la question précédente, et s'interroger si des financements supplémentaires feraient ici une différence ou non. Des dégâts des eaux eurent lieu dans 14 bibliothèques (36%), soit à la suite de catastrophes naturelles (9, 23%) ou causées par l'homme (5, 13%). Des incendies (non provoqués par la guerre) ne se sont produits que dans un très petit nombre de bibliothèques (2), à la suite d'erreurs humaines. Une seule bibliothèque a connu des dégâts en raison de tremblements de terre. Des expériences précédentes montrent le fait bien connu que les accidents causés par l'homme sont nombreux et doivent être pris en compte au moment d'organiser les mesures de préservation.

La quatrième question se concentrait sur les possibles causes des accidents. Les résultats montrent que beaucoup de bibliothèques ont à gérer des menaces potentielles liées à des bâtiments endommagés et au manque d'infrastructures de qualité (10, 26%). Elles craignent l'eau (17, 44%), le feu (15, 38%), et les vols (12, 31%). Nous devons mentionner que ces données ne sont sans doute pas le fruit d'évaluation précise des risques, vu que la culture de l'évaluation des risques n'est pas suffisamment développée, mais reposent davantage sur des estimations personnelles. Cela reflète la nécessité d'évaluer systématiquement les risques et d'identifier les menaces potentielles.

La cinquième question portait sur la manière dont les événements passés ont affecté la préparation du personnel, l'investissement financier dans de l'équipement et de l'infrastructure, et l'allocation de ressources financières pour la prévention des catastrophes (Fig. 2).

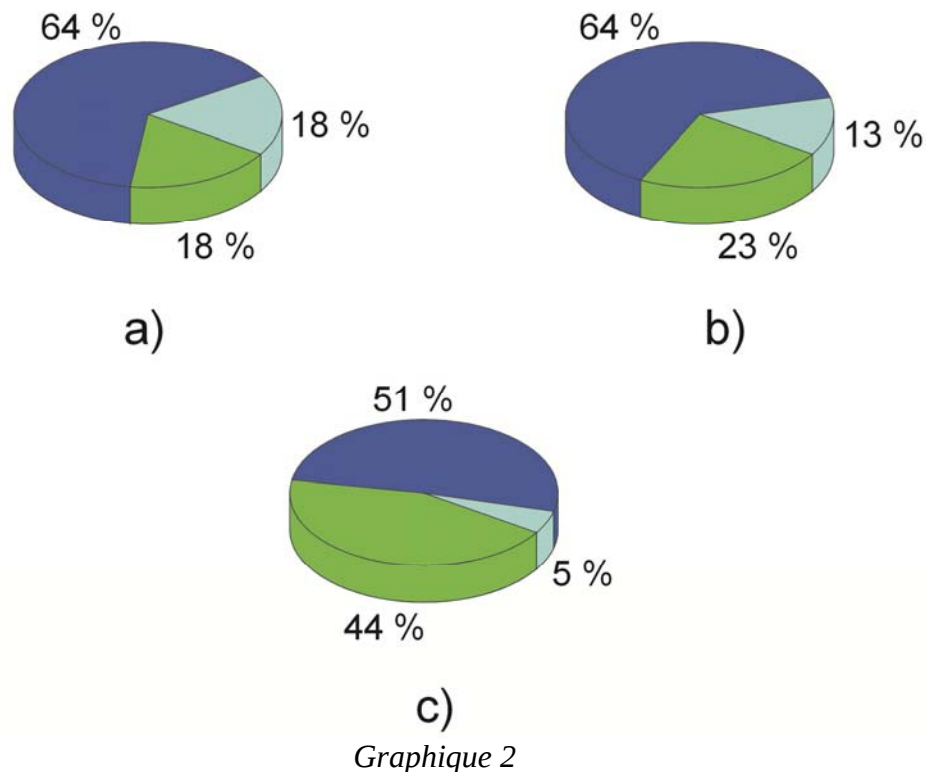


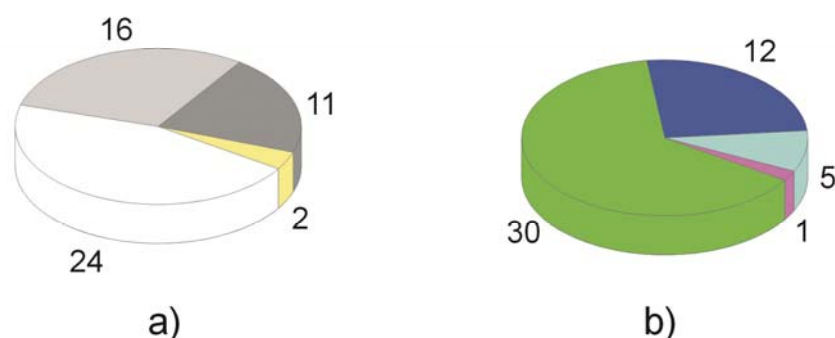
Fig. 2 – Comment les évènements passés ont influencé :

- a) la préparation du personnel ;
- b) les investissements financiers dans de l'équipement et de l'infrastructure ;
- c) l'allocation des ressources financières à la prévention des catastrophes

Dans tous les cas, la majorité des bibliothèques a répondu que ces évènements n'ont eu qu'une influence partielle (64% pour fig. 2a et 2b, 51% pour fig. 2c). Seule une minorité a répondu qu'ils n'ont eu aucune influence ou au contraire une très forte influence. En ce qui concerne la préparation du personnel (fig. 2a), 7 bibliothèques (18%) ont indiqué que ces évènements n'avaient eu aucune influence et un même nombre qu'ils avaient eu une influence majeure. Nous supposons que les bibliothèques ayant connu des destructions de guerre auraient davantage de personnels formés, mais cela ne s'est pas vérifié (seules 29% d'entre elles ont un personnel mieux préparé). De même, l'expérience d'une catastrophe n'avait pour 9 bibliothèques (23%) aucune influence sur les dépenses d'équipement et d'infrastructures, et pour 5 bibliothèques (13%) seulement, cela avait eu de l'influence. Le résultat certainement le plus intéressant concerne l'allocation de moyens financiers à la prévention des risques (fig. 2c) : pour 17%, les expériences passées n'ont eu sur ce point aucune influence, alors que seules 2 bibliothèques ont reconnu qu'elles avaient eu des conséquences sur leur management. Il en ressort de manière évidente que la préservation n'est pas reconnue comme faisant partie intégrante de la gestion d'une bibliothèque, parce que les ressources accordées à la préservation sont très limitées et que les mentalités et les modes de management sont difficiles à changer.

La sixième question portait sur les obstacles à la bonne planification contre les risques.

Plusieurs réponses étaient ici possibles. 24 bibliothèques (62%) ont indiqué que les budgets sont les principaux obstacles, 16 bibliothèques (41%) pointent l'organisation et la formation et 11 bibliothèques seulement (28%) mentionnent les infrastructures (fig. 3a). Cela traduit un mode de pensée spécifique sur les questions de préservation et leur faisabilité.



Graphique 3

Fig. 3 –

- a) Obstacles au management des risques (nombre de réponses) : 24 – finances ; 16 – organisation et formation ; 11 – infrastructure ; 2 – pas d'obstacles.
- b) Investissements que la bibliothèque ferait si elle avait les ressources nécessaires (nombre de réponses) : 30 – infrastructure ; 12 – formation du personnel ; 5 – planification ; 1 – pas besoin d'investissement.

La dernière question portait sur les investissements que ferait la bibliothèque si elle avait les ressources financières nécessaires (Fig. 3b). Une très large majorité de bibliothèques (30, 77%) investirait dans les infrastructures (réparations de bâtiments, équipements, etc.), 12 financeraient la formation de leur personnel, alors que seulement 5 (13%) investiraient dans la planification. Celle-ci est manifestement sous-estimée, mais l'investissement dans les infrastructures correspond aux dangers réels que représentent les bâtiments anciens ou endommagés. Une seule bibliothèque s'estime parfaitement préparée et n'a pas l'intention d'investir dans des améliorations. Cette bibliothèque avait cependant été entièrement détruite par le feu durant la guerre. C'est un bon exemple qui devrait sans doute être suivi par les autres bibliothèques.

D'après les commentaires additionnels, il est évident que les bibliothèques ont le sentiment d'être laissées à elles-mêmes pour ces questions, et que les fondateurs et institutions nationales devraient partager la responsabilité et prendre l'initiative d'améliorer les conditions générales, notamment dans les domaines de la sensibilisation, de la planification et de la formation.

3. Conclusion

Les bibliothèques croates ont expérimenté des conséquences directes et indirectes des destructions causées par la guerre dans les années 1990. Toutefois, celles-ci n'ont pas

suffisamment changé leur pratique de gestion des risques et de la préservation des collections. On peut relier cette constatation à la perception générale de la préservation, vue comme une question technique, très exigeante en temps, en hommes et en budget. Les données recueillies par cette enquête montrent que la majorité des bibliothèques reconnaissent les problèmes liés à des bâtiments non adaptés ou au manque des équipements nécessaires, mais pas les bénéfices d'une bonne gestion des risques. A partir de cette observation, la première démarche à adopter serait de les sensibiliser et de les former à l'importance des questions de gestion des risques, posées comme préalable à une préservation efficace, exhaustive et soutenable de leurs services et collections.

Références :

1. Aparac-Gazivoda, T. and Katalenac, D. (1993) Wounded libraries in Croatia, Zagreb: Croatian Library Association.
2. Matthews, G. and Eden, P. (1996) Disaster management in British libraries. Project report with guidelines for library managers, London: The British Library.
3. Matthews, G. and Feather, J. (eds) (2003) Disaster management for libraries and archives, Aldershot: Ashgate.
4. Mušnjak, T. (1994) 'The protection of archival material in war conditions', *Arhivski Vjesnik [Journal of Archives]* 37, 79-86.
5. Mušnjak, T. (1999) 'Neizravne ratne štete na pisanoj baštini nastale tijekom domovinskog rata' [Indirect war damages of written heritage made during the Homeland war], *Arhivski vjesnik [Journal of Archives]* 42, 255-287.
6. Petr, K. (2003) The Croatian experience 1991-1995, Disaster and after: the practicalities of information service in times of war and other catastrophes, London: Taylor Graham.
7. Riedlmayer, A. (2007) 'Crimes of war, crimes of peace: destruction of libraries during and after the Balkan wars of the 1990s', *Library Trends* 1 (56), 107-132.
8. Sturges, P. and Rosenberg, D. (eds) (1999) Disaster and after: the practicalities of information service in times of war and other catastrophes, London: Taylor Graham.
9. *Vjesnik bibliotekara Hrvatske [Journal of Croatian Librarians]* (1992), 3-4 (35), 1-97. – thematic issue